

Février 2018

L'ITALIE AUX URNES

CASA E LAVORO
PRIMA AGLI ITALIANI

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Sofia VENTURA

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

fondapol.org

L'ITALIE AUX URNES

Sofia VENTURA

La Fondation pour l'innovation politique
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Présidente du Conseil scientifique et d'évaluation : Laurence Parisot

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

Un think tank libéral, progressiste et européen

La Fondation pour l'innovation politique offre un **espace indépendant d'expertise, de réflexion et d'échange** tourné vers la production et la diffusion d'idées et de propositions. Elle contribue au **pluralisme de la pensée** et au renouvellement du **débat public** dans une **perspective libérale, progressiste et européenne**. Dans ses travaux, la Fondation privilégie quatre enjeux : la **croissance économique**, **l'écologie**, les **valeurs** et le **numérique**.

Le site fondapol.org met à disposition du public la totalité de ses travaux. La plateforme « **Data.fondapol** » rend accessibles et utilisables par tous les données collectées lors de ses différentes enquêtes et en plusieurs langues, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales.

De même, dans la ligne éditoriale de la Fondation, le média « **Anthropotechnie** » entend explorer les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme/machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. « **Anthropotechnie** » propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

Par ailleurs, le média « **Trop Libre** » offre un regard quotidien critique sur l'actualité et la vie des idées. « **Trop Libre** » propose également une importante veille dédiée aux effets de la révolution numérique sur les pratiques politiques, économiques et sociales dans sa rubrique « Renaissance numérique ».

La Fondation pour l'innovation politique est reconnue d'utilité publique. Elle est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées. Le soutien des entreprises et des particuliers est essentiel au développement de ses activités.

Sommaire

Introduction	9
I. Les forces politiques à la veille des élections	11
1. À la recherche de l'unité à droite	11
2. La gauche : entre affaiblissement et divisions.....	15
3. Le Mouvement 5 étoiles : le troisième pôle	18
II. Une campagne populiste	20
1. Généralisation d'une rhétorique populiste	20
2. Des programmes privés de vision et dominés par des propositions très générales.....	22
Conclusion : les scénarios post-élections	27

RÉSUMÉ

Le 4 mars prochain, les Italiens se rendront aux urnes pour élire les 630 membres de la Chambre des députés et les 315 membres du Sénat. La coalition des droites, composée de Forza Italia (centre-droit), de la Ligue du Nord et des Frères d'Italie, semble favorite pour ces élections. À gauche, le Parti démocrate (centre-gauche) sort affaibli de cinq ans de pouvoir, avec trois présidents du Conseil qui se sont succédé avec plus ou moins de réussite. Enfin, le Mouvement 5 étoiles, un parti populiste, apparaît comme le premier parti politique d'Italie mais ses chances de gouverner sont restreintes en raison de son refus catégorique de s'allier avec d'autres partis. Néanmoins, selon les récents sondages, aucune force politique n'obtiendrait une majorité nette lui permettant de former un gouvernement, ce qui conduirait le système politique italien dans une nouvelle impasse.

Ces élections s'annoncent capitales sur le plan national et donc, par voie de conséquence, sur le plan européen. Pays fondateur de l'Union européenne, l'Italie, engluée depuis des années dans une crise économique et migratoire sans précédent, a progressivement basculé vers un certain euroscepticisme. Ce scrutin offre la possibilité de clarifier le point de vue des Italiens sur l'intégration européenne et de connaître leur volonté de jouer, ou non, un rôle clé au sein de la zone euro.

À quelques jours des élections, cette étude dresse un état des lieux des partis candidats et de leur programme, analyse les enjeux pour l'Italie et l'Europe et s'interroge sur les différents scénarios envisageables à l'issue de ce scrutin.

L'ITALIE AUX URNES

Sofia VENTURA

Professeur associé de Science Politique à l'Université de Bologna,
Département de Sciences Politiques et Sociales.

INTRODUCTION

Le 28 décembre 2017, le président de la République italienne, Sergio Mattarella, a signé un décret de dissolution du Parlement. En vertu de la Constitution italienne, les élections doivent être organisées dans les 45 à 70 jours qui suivent une dissolution. La date du 4 mars prochain a ainsi été retenue et les Italiens éliront ce jour-là leurs sénateurs et leurs députés. Ces élections s'annoncent capitales sur le plan national et donc, par voie de conséquence, sur le plan européen.

À quelques mois de la fin de la XVII^e législature, le Parlement italien a approuvé une nouvelle loi électorale. Son principe est un mélange de système majoritaire (pour un tiers) et de système proportionnel (pour deux tiers), dont l'objectif affiché est de faciliter la formation des coalitions¹. Malgré cela, plusieurs estimations récentes d'instituts de sondages semblent montrer que, lors de la prochaine consultation, aucune force politique n'obtiendra une majorité nette lui permettant de former un gouvernement. Le système politique italien ne semble pas en mesure de sortir de l'impasse dans laquelle il se trouve aujourd'hui.

1. Pour une explication de la nouvelle loi électorale, voir Stefano Ceccanti, « Législation électorale. Italie. Une nouvelle loi provisoire dans une transition qui se poursuit », dpce.it, 10 novembre 2017 (www.dpce.it/legislation-electorale-italie-une-nouvelle-loi-provisoire-dans-une-transition-qui-se-poursuit.html).

Historiquement proeuropéenne, membre fondateur de l'Union européenne jouant un rôle considérable lors de la création du Marché commun, l'Italie a progressivement basculé vers un certain euroscepticisme². Ces élections offrent donc la possibilité de clarifier le point de vue des Italiens sur l'intégration européenne et de connaître leur volonté de jouer, ou non, un rôle clé au sein de la zone euro, au moment où la chancelière allemande Angela Merkel sort affaiblie des dernières élections législatives et tandis que la France retrouve un certain leadership depuis l'élection d'Emmanuel Macron.

Pour ces élections italiennes, trois forces politiques se dégagent. À droite, une coalition des droites, composée de Forza Italia (centre-droit), de la Ligue du Nord (Lega Nord) et des Frères d'Italie (Fratelli d'Italia), semble favorite. À gauche, le Parti démocrate (Partito Democratico, PD) sort affaibli de cinq ans de pouvoir, avec trois présidents du Conseil (Enrico Letta, Matteo Renzi et Paolo Gentiloni) qui se sont succédé avec plus ou moins de réussite. Enfin, un parti populiste, le Mouvement 5 étoiles (Movimento 5 Stelle, M5S), apparaît comme le premier parti politique d'Italie mais ses chances de gouverner sont restreintes en raison de son refus catégorique de s'allier avec d'autres partis.

À quelques jours des élections du 4 mars 2018, la présente note entend dresser un état des lieux des partis candidats et de leur programme, puis analyser les enjeux pour l'Italie et l'Europe et enfin s'interroger sur les différents scénarios envisageables à l'issue de ce scrutin.

2. Voir Marc Lazar, *L'Italie à l'épreuve des élections*, Terra Nova, 9 février 2018 [tnova.fr/system/contents/files/000/001/520/original/Terra-Nova_Note-Elections-italiennes_090218.pdf?1518108026].

I. LES FORCES POLITIQUES À LA VEILLE DES ÉLECTIONS

1. À la recherche de l'unité à droite

Le retour de Berlusconi

Née en 1994 après la crise du système politique et des partis italiens, Forza Italia a toujours été présidée par son fondateur Silvio Berlusconi, président du Conseil à plusieurs reprises (1994-1995, 2001-2006 et 2008-2011) et aujourd'hui octogénaire. Forza Italia a néanmoins connu une déstructuration progressive³, en raison de conflits internes, de scissions et en payant le prix fort des nombreux scandales qui ont frappé son leader et sa classe dirigeante.

En 2009, face aux échecs électoraux et aux divergences des partis de la droite italienne, Silvio Berlusconi décida de dissoudre Forza Italia dans le Peuple de la liberté (Popolo della Libertà, PdL) en s'alliant avec l'Alliance nationale (Alleanza nazionale, AN), héritière du Mouvement social italien (Movimento sociale italiano, MSI). Cette formation ne dura que quatre années, en raison des divisions internes entre, d'un côté, les « colombes » d'Angelino Alfano, soutenant le gouvernement d'Enrico Letta, et, de l'autre les « faucons » berlusconiens, souhaitant intégrer l'opposition. En 2013, Silvio Berlusconi conclut cet épisode en officialisant la renaissance du parti Forza Italia et la fin du Peuple de la liberté. Selon le souhait de son leader, le parti passa alors dans l'opposition.

Parallèlement, une perte significative du soutien de l'opinion publique fut enregistrée lors des élections. Aux législatives de 2013, Berlusconi obtint seulement, sous l'égide du Peuple de la liberté, 21,6 % (voir graphique 1), tandis que l'année suivante, aux élections européennes, Forza Italia engrangea 16,8 % des voix. L'inéligibilité de Berlusconi, en raison de sa condamnation pour fraude fiscale avec son groupe Mediaset (2013), et les transferts électoraux de l'Alliance nationale au nouveau parti d'extrême droite, les Frères d'Italie (né en 2012 à la suite de la scission du Peuple de la liberté), expliquent ce score nettement en dessous des élections européennes de 2009. Pendant des années, Forza Italia a donc semblé suivre le déclin du *Cavaliere*, dans un contexte où l'organisation du parti et le contrôle de fer de son leader n'ont pas permis à de nouvelles fortes personnalités politiques d'émerger.

3. Marco Turchi : « Voters without a Party: The 'Long Decade' of the Italian Centre-Right and its Uncertain Future », *South European Society and Politics*, vol. 23, n° 1, 2018, p. 147-162 [<http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13608746.2018.1434454>].

Toutefois, Forza Italia semble aujourd'hui reconquérir à nouveau les centristes et refaire consensus au sein de l'opinion publique. En novembre 2017, Forza Italia a obtenu 16,4 %, en menant la coalition des droites qui a réussi à faire élire son propre candidat, Nello Musumeci, à la présidence du Conseil de la Région Sicile avec 39,8 % des voix. Les sondages récents montrent même que Forza Italia a dépassé la Ligue du Nord dans les intentions de vote. La campagne de Berlusconi, qui multiplie les interventions publiques *via* les médias, pourrait donc s'avérer décisive. De plus, comme nous l'analyserons ultérieurement, la véritable force de ce parti repose sur la capacité de son leader à favoriser des alliances dans son propre camp et ce malgré de profondes divergences politiques.

Le renforcement de la Ligue du Nord et des Frères d'Italie

Ces dernières années, le système politique italien a été caractérisé par le renforcement de la Ligue du Nord au sein même de la droite. Son homme fort, Matteo Salvini, élu secrétaire du parti en décembre 2013 face à son fondateur, Umberto Bossi, incarne ce nouvel élan. Avec son nouveau secrétaire, la Ligue du Nord a obtenu 6,2 % des voix lors des élections européennes de 2014. En décembre 2014, un institut de sondage lui attribuait 13,3 % des intentions de vote, contre 13,6 % pour Forza Italia. Presque un an plus tard, le même institut lui en attribuait 14 %, contre 11,4 % pour Forza Italia. Ce rapport de force s'est depuis équilibré, même si la campagne proactive du *Cavaliere* semble placer Forza Italia en position de force à la veille des élections.

Cette montée en puissance de la Ligue du Nord s'explique par la mutation du parti souhaitée par Matteo Salvini. L'objectif de transformer l'Italie en un État fédéral, avec un fédéralisme fiscal pour des macro-régions plus autonomes⁴, a été marginalisé au profit d'une rhétorique plus populiste, antieuropéenne, anti-immigrés et sécuritaire. Si jusque-là l'adversaire était « Rome la voleuse », à présent l'ennemi est clairement l'Union européenne, avec ses politiques de rigueur, sa bureaucratie et son contrôle des politiques intérieures. Par ailleurs, l'intensification des vagues d'immigrés sur les côtes italiennes, principalement originaires d'Afrique subsaharienne, a rendu l'opinion publique italienne plus sensible à la propagande des partisans de la Ligue du Nord.

4. Clotilde Champeyrache, « La Ligue du Nord : le retour ambigu de l'identité territoriale sur la scène politique italienne », *Revue en ligne géographie politique et de géopolitique*, 2011 (<http://journals.openedition.org/espacopolitique/2046#bibliography>).

La Ligue du Nord est ainsi devenue un parti de plus en plus semblable aux partis populistes d'extrême droite du reste de l'Europe. Les rapports de Matteo Salvini avec Marine Le Pen sont bien connus. Désormais, le parti s'appelle simplement « Ligue », le mot « Nord » ayant été retiré pour souligner le fait qu'il s'agit bien d'un parti national. La recherche des électeurs n'a plus seulement lieu au Nord mais dans l'ensemble de la Péninsule. Si la « conquête » du Sud a pour l'instant produit des effets limités, Salvini a créé les comités d'association Noi con Salvini (« Nous avec Salvini », NcS), dans le but d'affirmer sa présence dans les régions centrales et méridionales du pays. Lors des élections siciliennes de novembre 2017, la liste Alliance pour la Sicile, formée des Frères d'Italie et de la Ligue, a obtenu 5,6 % des voix. À noter que au sein de la Ligue, survit un courant, certes minoritaire, qui est resté lié aux objectifs originaires d'autonomie et de fédéralisme. Ce courant est principalement représenté par les deux présidents des Régions Lombardie et Vénétie, Roberto Maroni et Luca Zaia.

Le populisme de droite est également représenté par les Frères d'Italie, le parti de Giorgia Meloni, ministre de la Jeunesse sous le gouvernement Berlusconi IV et émanation de l'Alliance nationale. Comme la Ligue, ce parti se caractérise par son attitude hostile à l'Union européenne. Il milite aussi pour un contrôle strict de l'immigration. En 2017, les intentions de vote à l'égard de ce parti sont restées stables, aux alentours de 4,5 %.

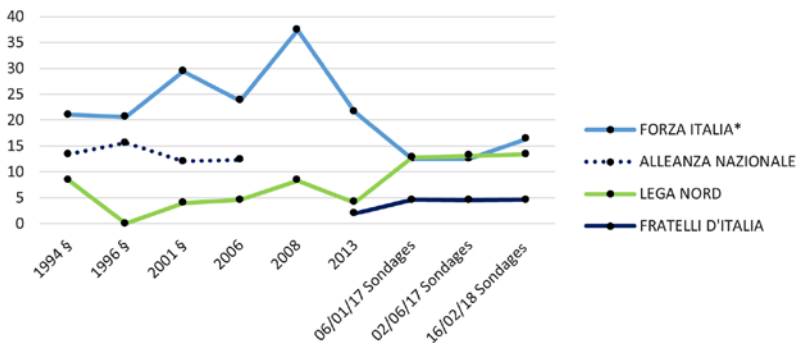
Le « cartel » des droites

Depuis 1994, les rapports entre le parti de Berlusconi et celui de ses alliés sont très complexes. Le leader de Forza Italia a toujours accusé la Ligue du Nord et l'Alliance nationale, mais aussi les centristes qui ont fait partie de ses coalitions entre 1996 et 2006, de l'avoir empêché de mettre en œuvre ses programmes de gouvernement. Ces dernières années, ses rapports avec la Ligue et les Frères d'Italie ont été tout aussi conflictuels, en partie à cause de l'ascension fulgurante de Matteo Salvini et de son ambition de devenir le leader de la droite. Ces tensions sont également liées aux divergences de positions politiques : Forza Italia est traditionnellement un parti plus modéré et libéral, particulièrement dans le domaine économique, tandis que la Ligue et les Frères d'Italie se situent plus à droite de l'échiquier politique.

Néanmoins, ces trois forces sont d'ores et déjà alliées dans de nombreux gouvernements locaux et soutiennent ensemble les gouvernements d'importantes régions, comme en Ligurie, en Lombardie, en Vénétie ou encore en Sicile. C'est à la fois l'orientation majoritairement à droite de l'électorat italien et le mode de scrutin mis en place pour les élections des membres de la Chambre des députés et du Sénat qui ont poussé à la formation de coalitions et expliquent pourquoi ces trois partis sont désormais alliés pour les prochaines élections. Une telle alliance a été facilitée par le fait que ce nouveau régime électoral favorise d'autant plus la formation de coalitions qu'il ne requiert pas de leader ni de programme en commun.

La méfiance demeure cependant réciproque, en particulier du côté de la Ligue. Cette dernière craint que Berlusconi, après les élections, n'abandonne ses alliés pour briser l'alliance électorale et former une nouvelle coalition de gouvernement avec le Parti démocrate. C'est la raison pour laquelle, en novembre dernier, Salvini a demandé à Berlusconi et à Meloni de signer un contrat devant notaire pour éviter ce type d'incident. Cette requête, contraire à l'article 67 de la Constitution italienne qui interdit expressément toute contrainte de mandat pour les parlementaires, a d'ailleurs été refusée par Berlusconi.

Graphique 1 : Droite - Élections législatives 1994-2013 / Sondages 2017 - 2018



* PdL entre 2008 et 2013

Source : Ministère de l'Intérieur, Supermedia, Youtrend.it

2. La gauche : entre affaiblissement et divisions

Le Parti démocrate : personnalisation et faiblesse institutionnelle

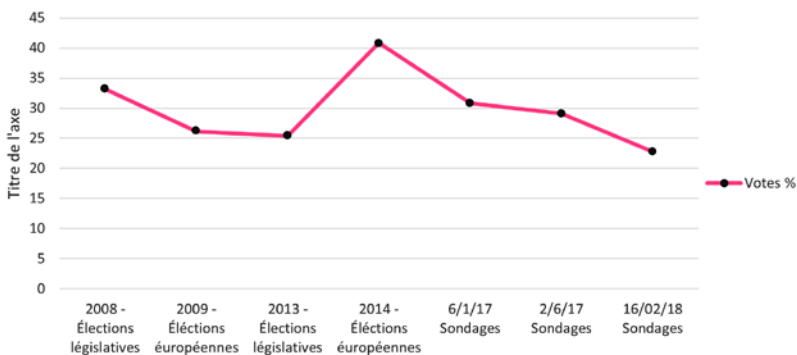
Créé en 2007, d'une fusion entre les catholiques de la Marguerite (Margherita) et les Démocrates de gauche (Democratici di sinistra, DS, ex-PCI), le Parti démocrate a connu un parcours tourmenté. Trois secrétaires se sont succédé à sa tête durant les dix dernières années, Walter Veltroni, Pierluigi Bersani et Matteo Renzi, ainsi que deux secrétaires de transition, Dario Franceschini et Guglielmo Epifani.

L'une des principales difficultés de cette formation a été de trouver une ligne politique claire et un modèle d'organisation bien défini. Veltroni a cherché à donner au parti une empreinte réformiste, sur l'exemple de la troisième voie blairiste en Grande-Bretagne, et à le transformer en parti « à vocation majoritaire », autrement dit capable de remporter les élections et de gouverner seul, avec une structure fondée sur les élus et loin du modèle du parti de masse. L'affaiblissement de son leadership et les pressions des oligarques venus des deux partis fondateurs conduisirent à sa démission début 2009 et à l'élection de Pierluigi Bersani, avec une vision plus traditionnelle de la gauche. Matteo Renzi, devenu secrétaire en décembre 2013, puis chef du gouvernement en février 2014, a cherché à revitaliser la vision originale de Veltroni et à rompre définitivement avec l'oligarchie d'origine qui contrôlait le parti. Il a opéré une forte personnalisation du pouvoir, favorisée par la superposition entre leadership de parti et leadership de gouvernement⁵.

Malgré son succès aux élections européennes de 2014 (40,8 %), le Parti démocrate a connu ensuite des résultats peu brillants à l'échelle locale. Pour les élections du 4 mars 2018, les sondages anticipent même une chute des intentions de vote (*voir graphique 2*). La participation aux élections internes du parti (primaires et élections du secrétaire) a également subi une baisse constante depuis de 2007.

5. Voir Sofia Ventura : « The Italian Democratic Party from Merger to Personalism », *South European Society and Politics*, vol. 23, n° 1, 2018, p. 181–196 (<http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13608746.2018.1440483>).

Graphique 2 : Parti démocrate - Élections législatives 1994-2013 / Sondages 2017 - 2018



Source : Ministère de l'Intérieur, Supermedia, YouTrend.it

Une coalition de centre gauche difficile à construire

L'idée du Parti démocrate comme parti « à vocation majoritaire » a constitué un pilier de la vision de Renzi. À la suite de son succès aux élections européennes de 2014, dans un contexte d'abstention élevée de votes (plus de 42 %), Renzi fit approuver une loi électorale, connue sous le nom d'*Italicum* (mai 2015), qui entendait privilégier les partis aux dépens des coalitions afin de permettre au parti gagnant – c'est-à-dire au parti obtenant 40 % au « premier tour de liste » ou gagnant au second tour entre les deux partis les mieux placés au premier – d'obtenir la majorité des sièges à la Chambre des députés (la loi ne devait pas s'appliquer au Sénat). Mais, soumis à référendum le 4 décembre 2016, ce projet de loi a été repoussé à une large majorité (59,1 %). Cet échec s'explique par l'opposition au projet de nombreux partis (le Mouvement 5 étoiles, la Ligue du Nord ou encore Forza Italia), mais aussi parce que l'image de modernisateur⁶ de Matteo Renzi s'est peu à peu estompée, en raison de son manque d'attention à l'égard de son parti, des résultats de son action à la tête du gouvernement, inférieurs aux promesses initiales, très ambitieuses, et des oppositions syndicales contre le « Jobs Act » (flexisécurité à l'italienne) et contre la réforme de l'école publique.

L'échec du référendum a été suivi de la démission de Renzi du gouvernement et du parti (après avoir quitté le secrétariat en février 2017, il a été réélu à la faveur d'une élection directe des sympathisants en avril 2017, avec 69 % des suffrages), mais il a aussi fortement affaibli le Parti démocrate lui-même.

6. Voir Corinne Deloy, *La droite, favorite des élections parlementaires italiennes du 4 mars prochain*, robert-schuman.eu, février 2018 (www.robert-schuman.eu/fr/oee/1757-la-droite-favorite-des-elections-parlementaires-italiennes-du-4-mars-prochain).

Pendant les derniers mois de l'année 2017 des négociations ont eu lieu pour créer une coalition de centre gauche en mesure d'affronter la droite et le M5S de Beppe Grillo, tous deux grandissants. La tentative d'une entente avec le groupe présidé par l'ancien maire de Milan Giuliano Pisapia a échoué, ce dernier renonçant même à son projet de créer un nouveau mouvement de gauche. Finalement, le Parti démocrate est parvenu à former une coalition avec de petites formations politiques créées en vue des élections : +Europa (Più Europa), une liste nettement européiste guidée par Emma Bonino, la personnalité la plus influente du mouvement radical, ex-commissaire européen et ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Letta ; Ensemble (Insieme), formée par le très petit Parti socialiste, les Verts et des personnalités proches de Romano Prodi ; Civique populaire (Civica popolare), héritière du petit parti centriste de l'Alliance populaire. Selon les derniers sondages (16 février 2018), l'ensemble de la coalition est crédité de 27,4 % dont 22,4% pour le seul Parti démocrate.

À la gauche du Parti démocrate : Libres et Égaux

À la fin de l'année 2017, un parti de gauche opposé à Renzi, Libres et Égaux (Liberi e Uguali, LeU) a été créé. La direction du parti a été confiée à Pietro Grasso, président du Sénat. Né de la fusion entre Article 1^{er}-Mouvement démocrate et progressiste (Articolo 1-Movimento Democratico e Progressista, MDP) et d'autres mouvements de gauche (Possibile et Sinistra Italiana-Sinistra Ecologia Libertà), Libre et Égaux rejette catégoriquement le « Jobs Act » qu'il accuse d'être source de précarité. En outre, il est très critique envers la politique d'immigration du Parti démocrate, particulièrement envers le ministre de l'Intérieur Marco Minniti – qui cherche à limiter l'arrivée des migrants en concluant des accords avec les différents pouvoirs présents en Libye.

Cette division au sein de la gauche ne fait qu'affaiblir le Parti démocrate, déjà bien mal en point à la suite de son passage au pouvoir. Avec un système de partis formé de trois forces principales – droite, centre gauche et M5S –, cette liste de gauche pourrait d'autant plus prendre des voix à la coalition menée par Renzi que la nouvelle loi électorale veut qu'en votant pour le candidat d'une circonscription, on vote directement pour la liste qui le soutient et vice versa. L'impossibilité de distinguer le soutien à un candidat du soutien à une liste, le vote pour l'un dans une circonscription impliquant le vote pour l'autre, les électeurs de gauche ne peuvent soutenir une liste de gauche tout en votant « utile » lors du scrutin uninominal en soutenant un candidat ayant des chances de gagner comme pourrait l'être un candidat du PD.

Selon une étude récente du Centro Italiano di Studi Elettorali (Cise) de l'université Luiss concernant les flux électoraux, entre 8 % (dans le Sud) et 11-12 % (dans le Nord) de ceux qui en 2013 avaient choisi le centre gauche pourraient donner leur vote à Libres et Égaux⁷. Malgré tout, Libres et Égaux montre une force électorale limitée (5,7 % selon la moyenne des sondages du 16 février) et en diminution, si l'on en croit les sondages de la fin décembre 2017 qui le créditaient de 6,8 % d'intentions de vote.

3. Le Mouvement 5 étoiles : le troisième pôle

Des performances fluctuantes, mais un soutien électoral qui ne faiblit pas

Lors des élections législatives de février 2013, avec 25 % des suffrages le M5S est entré pour la première fois au Parlement et a été considéré comme le grand gagnant du scrutin puisqu'il se retrouvait premier parti avec 108 sièges (contre les 292 sièges du Parti démocrate dû au fait que ce dernier est à la tête de la coalition gagnante, bénéficiant donc de la prime majoritaire prévue par la loi électorale à ce moment-là⁸). Auparavant, ses listes avaient obtenu des sièges en 2008 au sein des conseils municipaux et en 2010 au sein des conseils régionaux. En avril-mai 2012, sa victoire dans quatre municipalités avait eu un grand retentissement médiatique, en particulier dans un chef-lieu de province important, Parme. La même année, au mois d'octobre, M5S avait obtenu le meilleur lors des élections régionales en Sicile⁹.

Avec les élections de 2013, le Mouvement confirma qu'il était capable de prendre des voix aussi bien à droite qu'à gauche. Au départ plus proche d'une gauche libertaire et postmoderne, le mouvement de Beppe Grillo a aussi bénéficié de transferts électoraux issus de la droite¹⁰. Le caractère « protestataire » du parti est considéré par les spécialistes comme étant le principal facteur qui a permis au M5S de se développer¹¹ et il persiste encore aujourd'hui. Les électeurs du M5S présentent en effet un niveau de confiance envers les institutions de gouvernement et les institutions représentatives très inférieur (23 %¹²) à une moyenne pourtant déjà faible (32 %¹³).

7. « Flussi dal 2013 al Sud: Mutazione genetica Pd, cambiamenti nel centrodestra, solidità M5s », cise.luiss.it, 16 février 2018 [<https://cise.luiss.it/cise/2018/02/16/flussi-dal-2013-al-sud-mutazione-genetica-pd-cambiamenti-nel-centrodestra-solidita-m5s/>].

8. La loi approuvée en 2005 prévoyait une prime majoritaire à la Chambre pour la coalition qui avait obtenu le plus de votes lui permettant d'atteindre les 340 sièges. Au Sénat, la prime majoritaire était répartie à échelle régionale.

9. Voir Rinaldo Vignati, « Dai comuni al Parlamento: il Movimento entra nelle istituzioni », in Piergiorgio Corbetta (dir.), *M5s. Come cambia il partito di Grillo*, Il Mulino, 2017, p. 23-62.

10. Voir Pasquale Colloca et Francesco Marangoni, « Lo shock elettorale », in Piergiorgio Corbetta et Elisabetta Gualmini (dir.), *Il partito di Grillo*, Il Mulino, 2013, p. 65-88.

11. Voir Roberto Biorcio, « Le tre ragioni del successo del Movimento 5 Stelle », *Comunicazione Politica*, n° 1/2013, avril 2013, p. 43-62.

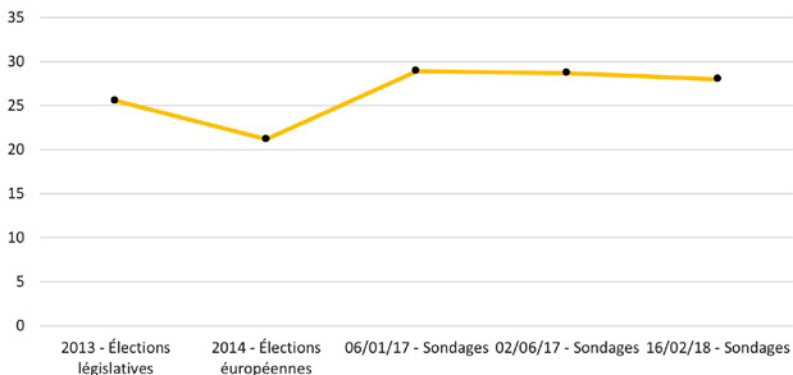
12. Voir Luca Comodo et Mattia Forni, « Gli elettori del Movimento: atteggiamenti e opinioni », in Piergiorgio Corbetta (dir.), *op. cit.*, p. 137-161.

13. Ibid.

À l'occasion des élections locales et européennes, les succès électoraux du M5S ont été fluctuants (*voir graphique 3*). Pour les élections européennes de 2014, le mouvement a rassemblé 21,16 % des suffrages, soit un léger recul. En revanche, l'année 2016 a été marquée par deux victoires importantes lors des élections municipales : à Rome, avec Virginia Raggi, et à Turin, avec Chiara Appendino. La raison principale de ces variations est justement le caractère protestataire des électeurs, qui peuvent orienter aussi leur vote vers d'autres forces perçues comme antisystèmes, telle la Ligue du Nord. Des transferts électoraux entre les deux partis ont déjà été observés précédemment et si, en 2013, ces transferts ont favorisé le parti de Grillo, aux prochaines élections ils pourraient bénéficier à la droite. Selon l'analyse du Cise, entre le M5S et la Ligue, dans le nord et dans le centre du pays, on enregistre un mouvement électoral beaucoup plus favorable au parti de Salvini. En même temps, le Mouvement 5 étoiles apparaît comme mieux à même d'attirer les électeurs provenant de n'importe quel point de l'échiquier politique. Dans le sud du pays, beaucoup d'observateurs prévoient un exploit du parti de Grillo.

En se maintenant à un niveau significatif (environ 28%), le M5S confirmerait toutefois sa position de premier parti italien, mais n'en demeurant pas moins incapable d'attirer un électorat plus large, que ce soit à cause de la concurrence de la Ligue ou à cause de la crainte que suscite son attitude antisystème au sein d'une partie de l'opinion publique.

Graphique 3 : Mouvement 5 Étoiles - Élections législatives et européennes, 2013-2014 / sondages 2017-2018



Source : Ministère de l'Intérieur, Supermedia YouTrend

II. UNE CAMPAGNE POPULISTE

1. Généralisation d'une rhétorique populiste

Dans l'actuelle campagne électorale domine la préoccupation de capter les peurs de l'opinion publique et d'y répondre par des réponses simplistes et populistes. Fait marquant de cette campagne, tous les chefs de parti ont recours, à différents degrés, à une rhétorique populiste. Dans un article de 2015, le politologue Marco Tarchi soulignait déjà que cette rhétorique était diffuse chez les leaders italiens les plus importants, de Berlusconi à Grillo, sans oublier Renzi¹⁴. Il faut à présent y ajouter Giorgia Meloni et Matteo Salvini.

Vingt-trois ans après ses débuts en politique, Berlusconi mène à nouveau la campagne électorale de la droite, même si nous ne savons pas encore quel leader il proposera pour la conduite du pays. Comme dans le passé, il a recours à un discours antipolitique, s'opposant à l'État asphyxiant et omniprésent, et promettant une amélioration de la vie quotidienne des Italiens¹⁵ : moins d'impôts, moins de bureaucratie, tout en veillant aux différentes cibles auxquelles il s'adresse, particulièrement les personnes âgées. Berlusconi occupe le terrain des peurs, de l'appauvrissement des Italiens, du terrorisme et des conséquences de l'immigration, allant jusqu'à affirmer qu'un grand nombre de fils d'immigrés haïssent les Juifs, Israël et les Chrétiens. Sur cette thématique, les discours de Salvini et de Meloni se révèlent encore plus durs, tout en ajoutant une forte hostilité à l'Union européenne au nom de la nation souveraine.

De son côté, Renzi a pu être défini comme un populiste « édulcoré¹⁶ » : s'il ne fait pas sienne la « substance » du populisme, il en utilise la rhétorique. Son discours est en effet basé sur le nous/vous, sur l'identification d'ennemis (les « professeurs », les « bureaucrates » et les « bureaucrates de l'Union européenne ») et de sujets anti-establishment¹⁷. Il fonde son argumentation essentiellement sur les avancées réalisées sous son gouvernement pendant les « mille jours », tels que le « Jobs Act » ou le retour de la croissance (1,5 % en 2017), ainsi que sur sa volonté de lutter contre le « défi des populismes ». Concernant le thème de l'Europe, il oscille entre « plus d'Europe » et « l'Europe

14. Marco Tarchi, « Italy: the promised land of populism? », *Contemporary Italian Politics*, vol. 7, n° 3, 2015, p. 273-285.

15. Voir Sofia Ventura, *Il racconto del capo. Berlusconi e Sarkozy*, Laterza, 2012.

16. Marco Tarchi, art. cit.

17. Sofia Ventura, « La comunicazione referendaria di Matteo Renzi. Personalizzazione, narrazione e feuilleton », *Comunicazione Politica*, n° 3/2017, décembre 2017, p. 431-458.

oui, mais pas comme ça », dénonçant la politique de rigueur et insistant sur la nécessité d'obtenir pour l'Italie des critères plus souples vis-à-vis du déficit pour autoriser davantage d'investissements. À ce propos on doit toutefois souligner la différence entre l'attitude du leader du Parti démocrate et celle du président du Conseil Paolo Gentiloni, plus prudente et respectueuse des institutions européennes.

Le Mouvement 5 étoiles affronte la campagne électorale avec un nouveau chef politique : Luigi Di Maio. Dépourvu d'un parcours significatif, que ce soit dans les études ou dans le domaine professionnel, Di Maio est entré à la Chambre des députés en 2013, à l'âge de 27 ans. Il avait obtenu sa candidature grâce aux primaires du mouvement, en ligne, avec 189 voix. Il est devenu après les élections le plus jeune vice-président de la Chambre des députés de l'histoire italienne. En septembre 2017, il a remporté les primaires pour le choix du premier candidat de son parti avec 82 % des voix. C'est à l'issue de ce vote que Beppe Grillo a pris la décision d'utiliser le résultat de ces primaires pour désigner également Luigi Di Maio comme « chef politique » du mouvement, leader de la campagne, lui-même se limitant officiellement à en être « le garant ».

Par son style et son calme, Di Maio cherche à représenter le visage institutionnel du parti. Ainsi, immédiatement après son élection, Di Maio a tenté de donner au mouvement une image rassurante, en se rendant aux États-Unis, où il n'a toutefois rencontré que des hommes politiques de second rang. De même, la lettre ouverte que Di Maio a envoyée à Macron a eu un grand retentissement dans les médias italiens. Il y soutenait que sa formation antisystème, critique à l'égard des institutions communautaires, ne constituait pas une menace pour l'Union européenne¹⁸. Mais cette lettre a été vivement critiquée par un célèbre journaliste italien, Filippo Ceccarelli, qui y a décelé, dans le style comme dans le contenu, un manque d'autorité¹⁹.

18. Voir Federico Capurso, « Di Maio alla corte di Macron: "Il M5S non minaccerà l'Ue" », *La Stampa*, 24 novembre 2017.

19. Filippo Ceccarelli, *La Repubblica*, 24 novembre 2017.

2. Des programmes privés de vision et dominés par des propositions très générales

Plus que les enjeux et les différences entre les programmes de chaque parti, cette campagne électorale italienne est dominée par des accusations réciproques entre leaders ou encore par les hypothèses sur la formation du futur gouvernement au gré des estimations des sondages. De plus, les engagements des partis à l'égard des thèmes de campagne apparaissent très généraux. Comme l'a montré une recherche de l'Istituto Cattaneo effectuée à partir de l'analyse des programmes électoraux, les mesures dotées d'un contenu général – c'est-à-dire qui se limitent à énoncer des objectifs, des idéaux ou des jugements abstraits sur des questions politiques spécifiques – représentent en moyenne 75 % du contenu des programmes, contre 25 % pour celles qui évoquent des mesures spécifiques et concrètes. Parmi les programmes des grands partis, celui du Mouvement 5 étoiles recèle le pourcentage d'affirmations générales le plus élevé. Les thèmes économiques, eux, sont abordés d'une manière plus précise (34,9 %), au contraire de sujets comme l'Europe et la politique étrangère (21 %), le travail (20,5 %) et l'environnement (19,7 %) ²⁰.

1. Les réformes économiques et fiscales

Les questions de l'emploi et des impôts sont fortement présentes dans cette campagne et l'inquiétude publique sur ces sujets est très vive : 47 % des Italiens pensent que leur niveau de vie a chuté et 70 % assurent que leur style de vie est menacé. Ces sentiments s'expliquent par la peur du chômage, d'une perte du pouvoir d'achat et par l'inquiétude en ce qui concerne l'avenir du *Welfare State* ²¹. En effet, si le taux de chômage a baissé en Italie, autour de 11 %, soit le niveau le plus bas depuis septembre 2012, les jeunes de 15 à 24 ans restent très touchés (32,7 %, très au-dessus de la moyenne européenne, qui se situe à 18,6 %).

Si nous limitons notre observation aux plus grands partis, les surenchères de promesses faites aux électeurs prédominent : diminution des impôts, augmentation des bonus et des bénéficiaires à tel ou tel groupe, etc. La coalition des droites a ainsi annoncé l'adoption d'une « flat tax » (méthode selon laquelle tous les contribuables sont imposés au même taux), idée réchauffée, déjà défendue dans des programmes de la droite par le passé mais jamais

20. Istituto Cattaneo, « Che programmi avete per le elezioni? Analisi delle proposte politiche dei partiti », s.d. [www.cattaneo.org/wp-content/uploads/2018/02/Analisi-Istituto-Cattaneo-Analisi-dei-programmi-elezioni-2018-Valbruzzi.pdf].

21. Voir Marc Lazar, « Un violent malaise démocratique », in Dominique Reynié [dir.], *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique*, Plon, 2017, p. 77-79.

appliquée en raison de l'impact qu'elle aurait sur les finances publiques. Si la fin des politiques d'austérité est promise par la coalition, le double langage de Berlusconi perdure, comme lorsqu'il se rend à Bruxelles pour affirmer que la limite des 3 % du PIB pour le déficit public sera respectée. Enfin, pour que personne ne soit laissé de côté, en particulier les personnes âgées que Berlusconi cible directement, la coalition promet des exonérations de taxe sur les résidences principales ou encore la remise à plat de la loi Fornero, une réforme des retraites adoptée en 2011.

En face, Matteo Renzi se rêve en Macron italien et ambitionne de donner un second souffle à la gauche. Pendant cette campagne, il a principalement défendu le mandat du Parti démocrate en mettant en avant le retour de la croissance (1,8 % en 2017) et l'assainissement budgétaire avec un déficit avoisinant 2 % du PIB. Lui aussi prône une diminution des impôts, l'augmentation des dépenses en matière de recherche et d'innovation, ou encore la fin de la redevance qui finance l'audiovisuel public.

Du côté du Mouvement 5 étoiles, on annonce des baisses d'impôts, notamment ceux sur le revenu et les entreprises. Pour ce faire, l'abandon de la règle des 3 % de déficit est explicitement assumé. S'ajoute la volonté de mettre en place un revenu « universel » pour les Italiens les plus pauvres. Promue depuis toujours par Beppe Grillo, cette mesure coûterait 15 milliards d'euros.

Finalement, beaucoup d'observateurs de la campagne notent le caractère plutôt velléitaire et coûteux des propositions des partis, du Parti démocrate – plus « conservateur » – jusqu'à Forza Italia, Ligue du Nord et M5S – plus « aventuristes ».

2. L'immigration

En Italie, il y a une volonté partagée d'un contrôle plus strict de l'immigration, que ce soit par la Ligue, Forza Italia ou le M5S, mais également par le Parti démocrate, alors que 59 % des Italiens pensent qu'ils ne peuvent pas accueillir de réfugiés²² et que 25 % sont dérangés par la présence de personnes d'origine différentes, l'un des taux les plus forts de l'Union européenne²³. Cela renvoie au choc migratoire subi par la Péninsule, qui provoque à l'évidence des réactions de gêne, de rejet, voire de la xénophobie et du racisme, malgré de réelles avancées de l'intégration.

22. *Ibid.*, p. 188.

23. *Ibid.*, p. 99.

À la suite de l'attentat de Macerata le 3 février dernier, commis par un jeune proche des groupuscules néofascistes qui tirait depuis sa voiture sur toutes les personnes de couleur qu'il croisait sur son passage, l'immigration s'est de nouveau propulsée en tête des préoccupations de l'opinion publique et au centre du débat politique. Cet homme avait en effet justifié son acte comme une vengeance faisant suite à l'assassinat d'une jeune fille de cette petite ville du centre de l'Italie, assassinat pour lequel sont soupçonnés trois jeunes hommes nigériens. Matteo Salvini, le leader de la Ligue, a pris ses distances vis-à-vis de l'auteur de l'attentat, mais il a aussi par ailleurs toute de suite exploité l'événement en affirmant que c'est à cause de l'« invasion » des migrants que se produit cet « affrontement social ». La Ligue et Frères d'Italie mettent en avant l'idée qu'il faut se préoccuper surtout des Italiens, du fait qu'il n'y a pas de travail pour tout le monde, plutôt que d'accueillir les immigrés. Le slogan de Marine Le Pen « Les Français d'abord ! » est ainsi devenu en Italie « Prima gli italiani ! ». De son côté, Silvio Berlusconi, dont le parti devrait représenter le visage modéré de la coalition des droites, a depuis promis l'expulsion (impossible à réaliser) des 600 000 immigrés clandestins présents sur le territoire italien.

3. L'Europe

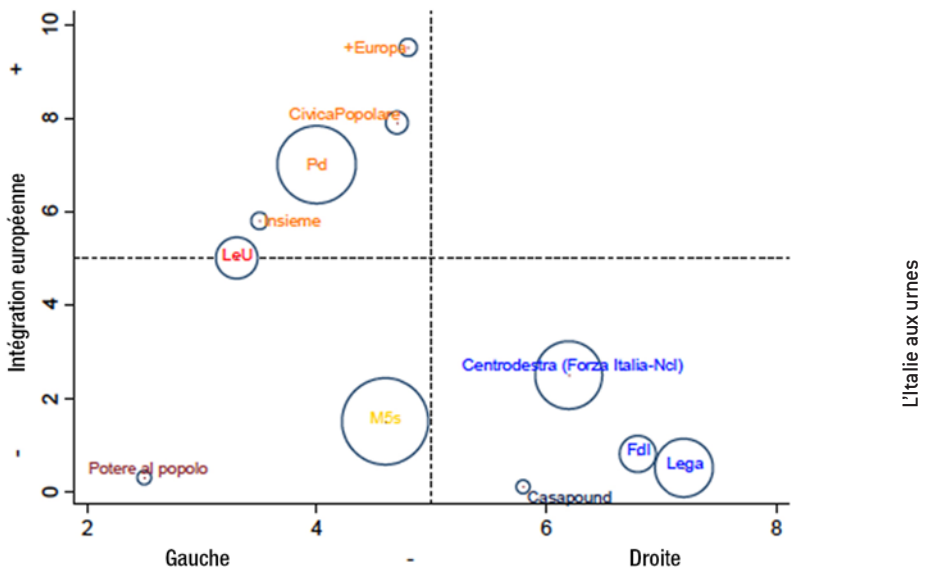
Contrairement aux sujets économiques et à l'immigration, le thème de l'Europe apparaît comme le grand absent. Selon l'Institut Cattaneo, l'intégration européenne et la politique étrangère représentent ensemble seulement 10,4 % du contenu des programmes électoraux²⁴. Au niveau des grands partis, même le Parti démocrate, le plus proche de l'idée européenne (*voir graphique 4*), se montre plutôt basique dans ses propositions et, surtout, plus ambigu en ce qui concerne le respect des limites concernant le rapport déficit/PIB. En outre, en matière de questions européennes, le débat public porte surtout sur l'euro et le fait de savoir s'il faut le conserver ou l'abandonner.

On observe que les partis plus modérés (à l'exception de +Europa) ne souhaitent pas se montrer « européistes », préférant conserver une attitude critique envers l'Union européenne « comme elle fonctionne aujourd'hui », face à une opinion publique italienne qui, lors de ces dernières années, a développé un sentiment négatif croissant envers l'Union européenne et son fonctionnement. Historiquement, l'Italie est pourtant profondément proeuropéenne. Elle est l'un des pays fondateurs de l'Union européenne et, à ce titre, elle a joué un

24. Istituto Cattaneo, art. cit.

rôle considérable lors de la création du Marché commun. Néanmoins, depuis une vingtaine d'années, un glissement vers l'eurosepticisme s'est opéré : un tiers des Italiens considèrent que le fait d'appartenir à l'Union européenne est une mauvaise chose et 41 % d'entre eux pensent que l'Union européenne affaiblit plutôt la démocratie²⁵. Les partis les plus critiques à l'égard de l'Union européenne (Ligue, Frères d'Italie et M5S) gardent malgré tout une certaine ambiguïté dans leur positionnement, surtout à propos de la sortie de l'euro, pour ne pas trop effrayer les électeurs les plus modérés.

Graphique 4 : Les positions des programmes des partis politiques dans l'espace politique italien



La dimension des cercles indique le pourcentage de votes de chaque parti assigné par les sondages de janvier 2018.

Source : Istituto Cattaneo, « Che programmi avete per le elezioni? Analisi delle proposte politiche dei partiti », s.d.

[www.cattaneo.org/wp-content/uploads/2018/02/Analisi-Istituto-Cattaneo-Analisi-dei-programmi-elezioni-2018-Valbruzzi.pdf].

25. Marc Lazar, in Dominique Reynié (dir.), *op. cit.*, p. 78-79.

Tableau 1 : Synthèse des programmes des grands partis

	Immigration	Europe	Impôts	Travail/Retraites
Ligue *	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des contrôles des migrants sur le territoire italien et réorganisation des centres d'identification et d'expulsion. • Efforts pour créer des centres d'accueil dans les pays proches de la Libye et sous l'égide de l'ONU. • Limites des dépenses pour l'accueil des étrangers. • Différenciation entre l'immigration clandestine et la traite des êtres humains. 	<ul style="list-style-type: none"> • Continuer l'effort pour construire avec d'autres partenaires européens un parcours pour sortir de la zone euro. 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Flat tax</i> à 15 %. 	<ul style="list-style-type: none"> • Repos le dimanche. • <i>Flexisécurité</i>.
Forza Italia **	<ul style="list-style-type: none"> • Le thème est abordé avec celui de la sécurité. • Blocage des arrivées de migrants par la Méditerranée et accords avec les pays d'origine des migrants économiques. • Plan Marshall pour l'Afrique. • Rapatriement des clandestins. 	<ul style="list-style-type: none"> • Fin des politiques d'austérité. • Actions contre les réglementations « excessives » de l'Europe. • Révision des traités européens. • Prédominance de la Constitution italienne sur le droit communautaire. 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Flat tax</i> pour les entreprises et les familles, et <i>no tax area</i>. • Suppression des droits de succession et d'une série de taxes. • Réformes pour aider les citoyens dans leur rôle de contribuables. 	<ul style="list-style-type: none"> • Annulation de la réforme des retraites (loi Fornero) introduite par le gouvernement Monti. • Augmentation des pensions minimales, des pensions pour les mères, des pensions d'invalidité, etc. • Plan pour aider les citoyens les plus pauvres. • Objectif d'atteindre le plein emploi pour les jeunes à travers l'apprentissage, la formation et le travail ; suppression des impôts et des cotisations pendant six ans pour le recrutement des jeunes.
M5S	<ul style="list-style-type: none"> • Coopération internationale afin de conclure des traités sur les rapatriements. • Renforcement des commissions territoriales pour statuer dans un délai d'un mois sur le droit du migrant à rester en Italie 	<ul style="list-style-type: none"> • Le thème n'est pas abordé. La proposition d'organiser un référendum pour décider d'une sortie ou non de la zone euro a été abandonnée. • Réduction du coût du travail et réduction radicale des impôts pour les entreprises. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des impôts sur les revenus et <i>no tax area</i> jusqu'à 10 000 euros. • Réforme des centres pour l'emploi. 	<ul style="list-style-type: none"> • Investissements pour créer de nouvelles opportunités de travail et de nouvelles professions. • 780 euros pour tous les retraités.

	Immigration	Europe	Impôts	Travail/Retraites
Parti démocrate	Le thème est très peu traité. Le programme évoque seulement la nécessité de l'aborder en tant que problème européen (par exemple, pour ce qui concerne le contrôle des frontières et la définition de quotas d'immigrés économiques). La ligne du parti est celle du gouvernement Gentiloni, en particulier celle des accords avec la Libye.	<ul style="list-style-type: none"> • Élection directe du président de la Commission. • Création d'un ministère des Finances pour la zone euro. • Réexamen de l'accord de Dublin (2003). • Réexamen du <i>Fiscal compact</i>. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des impôts pour les entreprises. • Distribution de « bonus » aux familles. • Simplification du système fiscal. 	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la politique commencée sous le gouvernement Renzi et son <i>Jobs Act</i> ; allègement des charges sociales et fiscales pour les recrutements dans des emplois stables. • Salaire minimum de 9 euros par heure pour les emplois occasionnels.

* La Ligue a présenté un programme particulier.

** Programme commun de la coalition des droites.

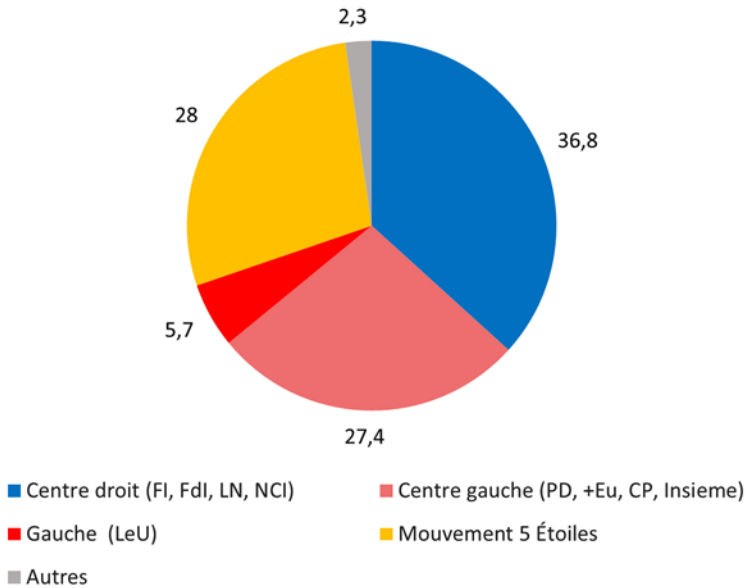
CONCLUSION : LES SCÉNARIOS POST-ÉLECTIONS

En raison du nouveau système électoral qui incite à la formation de larges coalitions et à la lumière des derniers sondages d'intentions de votes, aucune des trois principales forces ne semble capable d'obtenir une majorité claire à la Chambre ou au Sénat. Selon une estimation du 16 février 2018, la coalition des droites est à 36,8 %, le M5S est à 28,1 % et le centre gauche à 27,4 %²⁶. La coalition des droites, officialisée le 18 janvier dernier entre Forza Italia, la Ligue et les Frères d'Italie – plus une petite liste, Noi con l'Italia (Nous avec l'Italie, NCI) –, semble la seule capable de remporter la majorité le 4 mars prochain. Cette coalition est actuellement créditée de 36-37 % d'intentions de vote ; elle n'est donc pas très loin du seuil des 40 %, ce qui lui permet d'espérer obtenir la majorité absolue aussi bien à la Chambre qu'au Sénat. La présence quotidienne du *Cavaliere*, omniprésent sur toutes les chaînes de télévision et dans tous les médias, semble remotiver son électorat historique. Son départ impliquait certainement de fait la mort de Forza Italia et, *in fine*, un nouveau leadership de l'aile droite avec Matteo Salvini. Par ailleurs, les Italiens ne voient plus en Silvio Berlusconi un politique corrompu poursuivi par la justice. Le bruit de ses « casseroles » est plus lointain. De plus, Berlusconi présente son retour comme un sacrifice consenti pour sauver le pays face à la

26. « Sondaggi elettorali: la Supermedia finale con i grafici del "possibile" Parlamento », agi.it, 16 février 2018 (www.agi.it/blog-italia/youtrend/sondaggi_elezioni_ultime_previsioni_4_marzo-3502407/post/2018-02-16).

menace du Mouvement 5 étoiles qu'il juge « pire que celui des communistes d'autrefois²⁷ ». Enfin, la possibilité d'un vote de rupture avec l'establishment du Parti démocrate, aux commandes du pays pendant cinq ans avec trois Premiers ministres successifs, est réelle. Si le Mouvement 5 étoiles est en tête des sondages en tant que parti, son incapacité à s'unir avec d'autres forces politiques – même si, sur cette question, Di Maio et les représentants du Mouvement gardent une position plutôt ambiguë et jouent avec les mots – rend presque impossible la constitution d'une majorité absolue avec lui. Dans cette perspective, de nombreux Italiens pourraient préférer s'orienter vers un vote utile directement en faveur de la droite.

Graphique 5 : La force des coalitions (en %)



Source : « Sondaggi elettorali: la Supermedia finale con i grafici del "possibile" Parlamento », agi.it, 16 février 2018 (www.agi.it/blog-italia/youtrend/sondaggi_elezioni_ultime_previsioni_4_marzo-3502407/post/2018-02-16)

Dans le cas où il serait impossible de former un gouvernement après la consultation du 4 mars, les Italiens pourraient devoir retourner aux urnes dans quelques mois. Dans ce cas, il est plus que probable que des bouleversements interviennent au sein des différents partis. Si le M5S obtient des résultats décevants, Luigi Di Maio aura du mal à justifier devant ses sympathisants sa

27 Dominique Dunglas, « Silvio Berlusconi, le retour en grâce », *Le Point*, 24 janvier 2018 (http://www.lepoint.fr/europe/silvio-berlusconi-le-retour-en-grace-24-01-2018-2189380_2626.php).

stratégie d'institutionnalisation du parti, avec la volonté de passer d'un parti contestataire à un parti de gouvernement. Un retour de Beppe Grillo qui, avec Davide Casaleggio²⁸, est toujours à la tête du mouvement et bénéficie toujours d'une bonne cote auprès des militants et sympathisants, ne serait pas impossible. D'autant que ce ne serait pas la première fois que Grillo referait un retour sur le devant de la scène après s'être mis un moment en retrait. De son côté, Renzi joue également gros, après avoir été réélu comme secrétaire du Parti démocrate en avril 2017. Nombreux sont ses opposants, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti, qui ne manqueront pas de l'attaquer s'il venait à échouer.

À la lumière de ces différents scénarios, le résultat le plus probable est l'absence de majorité nette ; ouvrant sur une période d'instabilité. Si la coalition des droites venait à échouer, une coalition entre Forza Italia et le Parti démocrate pourrait émerger même si, selon les récents sondages, une telle coalition n'obtiendrait pas aujourd'hui la majorité. Dans les deux cas, Berlusconi aurait sans doute les cartes en main pour composer le nouveau gouvernement et en tirer les ficelles. Toutefois, les déclarations récentes de Pietro Grasso offrent également une ouverture pour ce que l'on appelle, dans le débat public, « le gouvernement du Président », par référence au président de la République qui, dans ce cas-là, deviendrait le maître du jeu.

Précisons enfin que selon les derniers sondages, 30 à 40 % des électeurs se disent encore indécis et que le taux d'abstention pourrait dépasser les 30 %. Face à des électeurs volages, la prudence est donc nécessaire et aucune certitude ne peut émerger avant le vote. Pour rappel, d'après Ilvo Diamanti, lors des élections précédentes de 2013, 20 % des votants avaient arrêté leur choix de candidat la dernière semaine et environ 13 % l'avaient fait le jour même du vote²⁹.

28. Davide Casaleggio, fils de Gianroberto, disparu l'année dernière et cofondateur du mouvement, dirige Casaleggio Associati, qui contrôle le célèbre blog de Beppe Grillo. C'est lui qui a introduit la plateforme Web Rousseau, c'est-à-dire l'outil technologique censé appliquer les principes de la « démocratie directe ».

29. Ilvo Diamanti, *Un salto nel voto*, Laterza, 2013, p. 24-27.



Autriche : virage à droite
Patrick Moreau, novembre 2017, 52 pages

ÉDITIONS LIGNES DE REPÈRES



L'opinion européenne en 2017

DIRIGÉ PAR
DOMINIQUE REYNIÉ

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

L'Opinion européenne en 2017

Dominique Reynié (dir.), Fondation pour l'innovation politique,
janvier 2018, 140 pages



Où va la démocratie ?
Sous la direction de Dominique Reynié – Octobre 2017
Plon, Paris, 2017, 320 pages

Edited by Dominique Reynié

WHAT NEXT FOR DEMOCRACY?

AN INTERNATIONAL SURVEY BY
THE FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE



What next for democracy?

Sous la direction de Dominique Reynié – Octobre 2017

Paris, 2017, 320 pages

NOS PUBLICATIONS

L'Intelligence artificielle : L'expertise partout Accessible à tous

Serge Soudoplatoff, février 2018, 60 pages

L'innovation à l'ère du bien commun

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2017, 64 pages

Libérer l'islam de l'islamisme

Mohamed Louizi, janvier 2018, 84 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc

Thierry Rambaud, janvier 2018, 56 pages

L'Opinion européenne en 2017

Dominique Reynié (dir.), Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 140 pages

Innovation politique 2017 (Tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2017, 492 pages

Innovation politique 2017 (Tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2017, 468 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 44 pages

Autriche : virage à droite

Patrick Moreau, novembre 2017, 52 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage

Faççal Hafied, novembre 2017, 76 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 48 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 52 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Faççal Hafied, juillet 2017, 64 pages

Le fact-checking : Une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 68 pages

Notre-Dame-des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 56 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghourigate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 44 pages

Dette publique : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 52 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 52 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 48 pages

Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste : l'Europe démocratique menacée

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 48 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 72 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 56 pages

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 48 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 52 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 48 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 44 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 48 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 52 pages

Des startups d'État à l'État plateforme

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 52 pages

Vers la souveraineté numérique

Farid Gueham, janvier 2017, 44 pages

Repenser notre politique commerciale

Laurence Daziano, janvier 2017, 48 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté

Julien Damon, décembre 2016, 40 pages

L'Autriche des populistes

Patrick Moreau, novembre 2016, 72 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire

Albert Bressand, novembre 2016, 52 pages

Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 52 pages

Innovation politique 2016 (accessible en librairie)

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages

Le nouveau monde de l'automobile [2] : Les promesses de la mobilité électrique

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 68 pages

Le nouveau monde de l'automobile [1] : l'impasse du moteur à explosion

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

L'Opinion européenne en 2016 (accessible en librairie)

Dominique Reyniè (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

Refonder l'audiovisuel public.

Olivier Babeau, septembre 2016, 48 pages

La concurrence au défi du numérique

Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 48 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité

Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle

Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 48 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée

Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 48 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)

Sylvain Boulouque, mai 2016, 56 pages

Gouverner pour réformer : Éléments de méthode

Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 64 pages

Les zadistes (2) : la tentation de la violence

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 52 pages

Régionales (1) : vote FN et attentats

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 60 pages

Un droit pour l'innovation et la croissance

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 52 pages

Le lobbying : outil démocratique

Anthony Escurat, février 2016, 44 pages

Valeurs d'islam (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiïtes et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 44 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 44 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 44 pages

L'Opinion européenne en 2015 (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 52 pages

Innovation politique 2015 (accessible en librairie)

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (2) Pourquoi il faut défendre la route

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (1) Les conditions d'une mobilité conviviale

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 40 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages

Départementales de mars 2015 (3) : le second tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (1) : le contexte

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 44 pages

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »

Julien Gonzalez, juillet 2015, 44 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 36 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain.

François Bazin, juin 2015, 48 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 48 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 56 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 52 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 32 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 32 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 40 pages

Islam et démocratie : les fondements

Aḥmad Al-Raysuni, mars 2015, 40 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformiste

Asma Lamrabet, mars 2015, 48 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 44 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 44 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 44 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 56 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 56 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 40 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 44 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 40 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 40 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie

Emmanuel Combe, novembre 2014, 48 pages

Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 52 pages

Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 40 pages

Innovation politique 2014 (accessible en librairie)

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

Énergie-climat : pour une politique efficace

Albert Bressand, septembre 2014, 56 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France

Laurence Daziano, juillet 2014, 44 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?

Pascal Salin, mai 2014, 48 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014

Suzanne Baverez et Jean Sinié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

L'Opinion européenne en 2014 (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant [2] : Diversifier la haute administration

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 44 pages

L'État innovant [1] : Renforcer les think tanks

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 52 pages

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 44 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 8 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds

Yan de Kerorguen, décembre 2013, 36 pages

Pour la croissance, la débureaucratiation par la confiance

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 48 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 36 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 40 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages

L'Opinion européenne en 2013 (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages

La démobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 44 pages

LE KAPITAL. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 40 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 38 pages

Innovation politique 2013 (accessible en librairie)

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux

Robin Rivaton, décembre 2012, 52 pages

La compétitivité passe aussi par la fiscalité

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages

La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?

Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre ...

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 40 pages

Youth and Sustainable Development

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité

Francis Charhon, mai / juin 2012, 44 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure

Julien Damon, mai 2012, 40 pages

Libérer le financement de l'économie

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social

Julie Merle, avril 2012, 40 pages

L'Opinion européenne en 2012 (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

Valeurs partagées

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

Innovation politique 2012

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages

L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité

Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages

Politique énergétique française (2) : les stratégies

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 40 pages

Politique énergétique française (1) : les enjeux

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 36 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages

12 idées pour 2012

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 16 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 40 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 40 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 36 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 44 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 62 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 42 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'Opinion européenne en 2011 (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages

Innovation politique 2011 (accessible en librairie)

Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 44 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 42 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

L'Opinion européenne en 2010 (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 34 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 19 pages

Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 11 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 10 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

La politique européenne de développement : Une réponse à la crise de la mondialisation ?

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs : défense du statut, illustration du statu quo.Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson
David Bonneau, mai 2009, 20 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'Opinion européenne en 2009 (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche: qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 124 pages

Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands sur trois priorités de la présidence française de l'UE

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Retrouvez notre actualité et nos publications sur fondapol.org

SOUTENEZ LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE !

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondation pour l'innovation politique les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant-première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Avantage fiscal : votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238bis du CGI).

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Avantages fiscaux : au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans); au titre de l'ISF, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % de vos dons versés, dans la limite de 50 000 €.

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre ISF. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre ISF.

contact : Anne Flambert +33 (0)1 47 53 67 09 anne.flambert@fondapol.org

L'ITALIE AUX URNES

Par Sofia VENTURA

Le 4 mars prochain, les Italiens se rendront aux urnes pour élire les 630 membres de la Chambre des députés et les 315 membres du Sénat. La coalition des droites, composée de Forza Italia (centre-droit), de la Ligue du Nord et des Frères d'Italie, semble favorite pour ces élections. À gauche, le Parti démocrate (centre-gauche) sort affaibli de cinq ans de pouvoir, avec trois présidents du Conseil qui se sont succédé avec plus ou moins de réussite. Enfin, le Mouvement 5 étoiles, un parti populiste, apparaît comme le premier parti politique d'Italie mais ses chances de gouverner sont restreintes en raison de son refus catégorique de s'allier avec d'autres partis. Néanmoins, selon les récents sondages, aucune force politique n'obtiendrait une majorité nette lui permettant de former un gouvernement, ce qui conduirait le système politique italien dans une nouvelle impasse.

Ces élections s'annoncent capitales sur le plan national et donc, par voie de conséquence, sur le plan européen. Pays fondateur de l'Union européenne, l'Italie, engluée depuis des années dans une crise économique et migratoire sans précédent, a progressivement basculé vers un certain euroscepticisme. Ce scrutin offre la possibilité de clarifier le point de vue des Italiens sur l'intégration européenne et de connaître leur volonté de jouer, ou non, un rôle clé au sein de la zone euro.

À quelques jours des élections, cette étude dresse un état des lieux des partis candidats et de leur programme, analyse les enjeux pour l'Italie et l'Europe et s'interroge sur les différents scénarios envisageables à l'issue de ce scrutin.

Les médias

fondapol.tv

ГРОП ЛИБЕРАЛЕ
une voix libérale, progressiste et européenne

**ANTHROPO
TECHNIE**
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ

Les données en open data

data.fondapol



Le site internet

fondapol.org



9782364081536

ISBN : 978 2 364 08 153 6

5€